



CONVENTION DE COORDINATION ENTRE
LA COMMUNE DE LEZIGNAN-CORBIERES
ET
LES FORCES DE SECURITE DE L'ETAT

Vu les articles L. 2211-1 à L. 2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) fixant les pouvoirs du maire en matière de police.

Vu l'article L 2212-6 du CGCT prévoyant une convention type communale de coordination.

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales.

Vu le décret n° 2000-276 du 24 mars 2000 relatif à l'armement des polices municipales.

Vu le décret n° 2000-277 du 24 mars 2000 fixant la liste des contraventions au code de la route pouvant être relevées par les agents de police municipale.

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 sur la sécurité intérieure.

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale.

Vu le décret n° 2019-966 du 18 septembre 2019 relatif à la substitution du Tribunal judiciaire au Tribunal de grande instance et au Tribunal d'instance.

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Vu les articles L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6 et L. 512-7 du Code de la Sécurité Intérieure (CSI).

Vu le diagnostic local de sécurité n°10 187 GEND/GGD11/PTM en date du 27 février 2013.

Vu la convention de partenariat entre la commune de Lézignan-Corbières et l'Etat relative à la vidéoprotection urbaine du 28 mai 2019.

[Vu la convention de coordination entre la commune et les forces de sécurité de l'Etat du 25 août 2022,](#)

[Vu la convention de mise à disposition des agents de Police Municipale de Lézignan-Corbières au profit des communes de Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Boutenac et Luc-sur-Orbieu du 25 janvier 2025,](#)

[Vu l'avenant à la convention de coordination du 02 juin 2025,](#)

[Vu la délibération n°2025-90 du 19 juin 2025 approuvant la présente convention,](#)

Considérant qu'une convention de coordination entre une police municipale et les forces de sécurité de l'Etat est une production conjointe de l'Etat, d'une collectivité locale et du procureur de la République.

Considérant qu'elle matérialise la forme opérationnelle de la stratégie partenariale et définit les conditions d'organisation et d'exercice de la sécurité publique.

Considérant que la police municipale objet de la convention et les forces de sécurité de l'Etat, en l'espèce la Gendarmerie Nationale, ont vocation, dans le respect de leurs compétences propres, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

Considérant que la police municipale participe à la prévention, à la surveillance du bon

ordre, de la sécurité et de la tranquillité publique.

Considérant que la Gendarmerie Nationale concourt, quant à elle, à la protection des personnes et des biens, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la garantie et à la défense des institutions de la République.

Considérant que la présente convention, établie conformément aux dispositions des articles L.512-4, L.512-5, L.512-6 et L.512-7 du CSI, précise la nature et les lieux des interventions des agents de la police municipale.

Considérant qu'elle détermine les attributions de chacun des partenaires, définit et répartit leurs missions respectives ainsi que leurs modalités d'actions.

Considérant que les responsables des forces de sécurité de l'Etat sont, selon le cas, le chef de la circonscription de sécurité publique ou le commandant de la brigade de gendarmerie territorialement compétents, en l'espèce, la communauté de brigades de Lézignan-Corbières/Ginestas.

La présente convention est donc conclue entre les parties suivantes :

- Monsieur Christian POUGET, préfet du département de l'Aude.
- Monsieur Eric CAMOUS, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Narbonne.
- Monsieur Gérard FORCADA, maire de Lézignan-Corbières, dûment habilité par délibération [n° 2025-90 en date du 19 juin 2025](#).

Il est donc convenu ce qui suit :

TITRE I : COORDINATION DES SERVICES

Le diagnostic local de sécurité (Réf : 10 187 GEND/GGD11/PTM) réalisé le 27 février 2013 par les forces de sécurité de l'Etat territorialement compétentes et la commune signataire, ainsi que les différents travaux des groupes de travail du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Lézignan-Corbières ont fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- Sécurité routière.
- Protection des commerces.
- Prévention de la délinquance des mineurs en général.
- Lutte contre les incivilités et les troubles à la tranquillité publique.
- Prévention et la lutte contre les violences à l'école.
- Lutte contre l'absentéisme scolaire.
- Responsabilisation des parents.
- Lutte contre la toxicomanie.
- Prévention de la récidive.
- Lutte contre les violences intrafamiliales et l'accueil des victimes.
- Lutte contre la pollution et nuisances.

CHAPITRE 1 : OBJET DE LA COORDINATION.

Article 1 : Missions générales.

La mission première de la police municipale est la prévention et la préservation de la tranquillité publique. Les agents municipaux qui en exercent les attributions sont au plus près de la population, assurant une présence adaptée dans les différents secteurs de la commune, de patrouilles et de modes de déplacement.

Une police proactive intervient dans le champ de la prévention sociale. Les contacts étroits avec la population permettent d'anticiper d'éventuels troubles à l'ordre public et d'alerter les élus sur des problèmes naissants.

Dans le prolongement de ces actions, les policiers municipaux sont autorisés à relever les infractions aux arrêtés municipaux et à les transmettre à l'officier du ministère public. Le maire est compétent pour développer des actions de préventions spécifiques, renvoyant à la protection particulière qui doit être apportée à certains lieux. Il en va notamment ainsi des abords des établissements scolaires, des moyens de transports collectifs, des centres de loisirs. Ces actions permettent de dispenser des messages relatifs à la sécurité routière ou aux principes de vie en collectivité. Certains publics doivent faire l'objet d'une attention toute particulière (élus de la République ou leurs représentants, mineurs sortant des établissements scolaires, personnes âgées ou vulnérables, professionnels de santé, etc.).

Article 2 : Nature et lieux des interventions

Dans le cadre de la présente convention de coordination, le maire peut demander aux policiers municipaux d'assurer les missions préventives suivantes :

- Garde statique des bâtiments communaux ;
- Surveillance des groupes scolaires suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves :
 - ✓ Écoles maternelles publiques Daudet et Dolto.
 - ✓ Écoles primaires Curie et Mistral.
 - ✓ École privée Sainte-Thérèse.
 - ✓ Collèges publics Rosa Parks et Anglade.
 - ✓ Lycée public Ferroul.
- Surveillance des points de ramassage scolaire, suivant :
 - ✓ Gare routière située avenue Georges Frêche.
- Surveillance des foires et marchés.
- Surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune.
- Assurer plus particulièrement l'application des arrêtés du maire, une présence dissuasive sur la voie publique sur l'ensemble de la commune, les réponses aux demandes des particuliers relatives à la sécurité, lorsqu'elles ne relèvent pas de la compétence exclusive des forces de sécurité de l'Etat.

La surveillance des autres manifestations, notamment sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est

assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale, ce dernier étant sous l'autorité du maire et du directeur-général des services, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'Etat, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 3 : La circulation et le stationnement.

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques.

Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules et notamment les mises en fourrière effectuées en application de l'article L.325-2 du Code de la route, sous l'autorité de l'officier judiciaire compétent ou, en application du cinquième alinéa de l'article 2, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

Tout incident constaté ou rapporté doit donner lieu à la rédaction d'un rapport pour information qui sera adressé à la gendarmerie.

Article 4 : Le contrôle routier.

La police municipale informe au préalable les forces de sécurité de l'Etat des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Article 5 : Modification des conditions d'exercice des missions.

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues de l'article premier à l'article 4 de la présente convention doit faire l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État, le procureur de la République et le maire, dans un délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des services.

CHAPITRE 2 : MISSIONS ET COMPÉTENCES EN LIEN AVEC LES SERVICES JUDICIAIRES.

Article 6 : Compétences en matière de police judiciaire.

Les agents de la police municipale constatent les infractions à la loi pénale sous forme de rapport et recueillent tous les renseignements pour en identifier les auteurs. Ils constatent également par procès-verbal les contraventions au code de la route dont la liste est fixée par décret.

La police municipale peut être amenée à intervenir sur les lieux de commission d'une infraction flagrante et en interpellier l'auteur (art. 53 et suivants du Code de Procédure Pénale ou CPP).

Les actes de contrainte susceptibles d'être opérés doivent être accomplis de manière nécessaire et proportionnée.

Toute personne interpellée doit être présentée dans les meilleurs délais à l'officier de police judiciaire territorialement compétent (art. 73 et suivant CPP).

Article 7 : Information de l'autorité judiciaire et des services d'enquête.

L'article 40 du CPP dispose que : « *toute autorité, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs* ».

Tout fait constaté par un policier municipal et susceptible de révéler la commission d'une infraction doit faire l'objet d'un procès-verbal signé par l'agent. Ce document est transmis sans délai aux forces de gendarmerie qui lui donnent obligatoirement suite. Une procédure judiciaire est ouverte chaque fois que l'information révèle effectivement la possible commission d'une infraction pénale.

Article 8 : Information du maire.

Le maire est informé par les services de gendarmerie, sur délégation du procureur de la République, et ce conformément aux dispositions de l'article L132-3 CSI des suites judiciaires données aux signalements qui ont été opérés par les agents de la police municipale et par tous services placés sous son autorité.

Article 9 : Secret de l'information.

Toute personne dépositaire d'une information telle que décrite dans les articles précédents doit se conformer aux dispositions de l'article 11 CPP selon lequel, « *sauf dans le cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète. Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines de l'article 378 du Code pénal* ».

CHAPITRE 3 : MODALITÉS DE LA COORDINATION

Article 10 : Modalités fonctionnelles de la coordination.

Le service de sécurité est exercé sur un même territoire par différentes entités. Les forces de sécurité de l'Etat assurent la sécurité des biens et des citoyens en partenariat avec les moyens et dispositifs que la mairie met en place sur le territoire de la sa commune.

A ce titre, les services de police municipale représentent une partie des effectifs mobilisés à cette fin et ils concourent, par l'exercice de compétences spécifiques propres à la police de proximité, à la paix sociale.

La gestion territoriale de la sécurité et de la prévention de la délinquance placent les forces de sécurité de l'Etat et les polices municipales sur des champs d'action distincts

mais néanmoins complémentaires. L'activité conjuguée des services s'inscrit dans une approche globale du service public de sécurité afin de répondre aux besoins de la population.

Dans cette perspective, la police municipale exerce les missions de surveillance préventive du territoire communal par des actions et des missions définies par le maire (schéma national de prévention de la délinquance), qui peut conduire à intervenir sur des troubles et/ou des infractions de proximité.

Les forces de sécurité de l'Etat animent leurs actions et compétences autour de trois axes :

- La sécurité et la paix publiques ;
- La police judiciaire ;
- Le renseignement et l'information.

Article 11 : Missions et contrôles communs.

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale (ce dernier sur ordre du maire et du directeur général des services) peuvent décider de réaliser des missions en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat ou de son représentant.

Les objectifs, les modalités d'organisation et de mise en œuvre de ces missions font l'objet d'une communication préalable au maire de Lézignan-Corbières.

Article 12 : Modalités de transmission et d'informations.

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques concernant les missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'Etat et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le chef du service de police municipale informe régulièrement le responsable des forces de sécurité de l'Etat des effectifs d'agents de police municipale dont il dispose et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

Article 13 : Réunion d'échanges sur les missions prévues par la convention.

Les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale s'informent mutuellement des problématiques du territoire communal dans un objectif de service public de sécurité efficient en lien avec les besoins de la population et des institutions.

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat, le maire de la commune, l'adjoint au maire en charge de la sécurité, le directeur-général des services et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent au moins une fois par mois afin d'échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publiques dans la commune en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention.

L'ordre du jour de ces réunions est adressé à au procureur de la République par l'intermédiaire de son secrétariat : sec.pr.tj-narbonne@justice.fr

Il peut être amené à y participer ou s'y faire représenter.

Article 14 : Partage et suivi de l'activité des services.

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 CPP ainsi que celles concernant la sécurité routière, notamment les vérifications des droits à conduire, les conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224- 16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2

CR, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent.

A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 15 : Communications téléphoniques et par radio dans le cadre opérationnel.

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique identifiée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables :

- Police municipale : 04 68 27 00 05
- CORG : 17
- Gendarmerie de Ginestas : 04 68 46 12 23
- Gendarmerie de Lézignan-Corbières : 04 68 27 06 14

La liaison radiophonique résulte d'un prêt exceptionnel de matériel radio par la commune de Lézignan-Corbières permettant l'accueil de la police municipale sur les réseaux « Rubis » ou « Acropol » afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet...).

Article 16 : Coordonnées et horaires.

La police municipale peut être contactée par téléphone aux numéros suivants :

- *Standard police municipale* : 04 68 27 00 05
- *Téléphone portable de la police municipale* : 06 70 73 39 22

Les horaires de fonctionnement de la police municipale sont les suivants :

- Du lundi au vendredi inclus, de 7h00 à 21h30.
- Le samedi et le dimanche de 8h30 à 20h30.
- En juillet et août, de 8h00 à 0h30.

Une astreinte téléphonique et physique est assurée le week-end : 06 70 72 41 11 (élu d'astreinte)

Ces horaires peuvent être élargis et/ou modifiés en fonction des missions et de l'effectif du poste de police municipale. Il s'agit notamment des festivités, des activités et des

animations municipales auxquelles s'ajoutent les séances de tir et de formation obligatoires.

TITRE II : COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE.

Article 17 : Modalités de la coopération opérationnelle renforcée.

Le préfet de l'Aude, le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Narbonne et le maire conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

Les forces de sécurité de l'État et la police municipale veilleront à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront toutes les informations qu'elles jugeront utiles dans l'intérêt des uns et des autres.

Article 18 : Accès aux fichiers.

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune.

En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule signalé volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'Etat et reste sur les lieux le temps de l'arrivée des forces de l'ordre.

Conformément aux textes en vigueur, les policiers municipaux, dans le cadre de leurs attributions légales et pour les besoins exclusifs des missions qui leur sont confiées, seront rendus destinataires par l'intermédiaire des fonctionnaires de la gendarmerie nationale, des informations contenues dans les traitements de données parmi lesquels :

- FAETON (Ex-CNPC) dans l'attente de la circulaire d'application du décret n° 2018-387 du 24 mai 2018 précisant les conditions d'accès aux informations des traitements de données à caractère personnel relatifs au permis de conduire et à la circulation des véhicules ;
- SIV : dans l'attente de la circulaire d'application du décret n° 2018-387 du 24 mai 2018 précisant les conditions d'accès aux informations des traitements de données à caractère personnel relatifs au permis de conduire et à la circulation des véhicules.
- DICEM : en application de l'arrêté du 15 mai 2009 précisant les conditions d'accès aux informations des traitements de données à caractère personnel.
- FOVeS : en application de l'article 3 de l'arrêté du 17 mars 2014.
- FPR : en application du décret n°2013-745 du 14 août 2013 modifiant le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010. Accès dans les limites fixées au présent article,

des conventions de coordination établies en vertu du décret n°2012-2 du 2 janvier 2012.

Indépendamment de l'accès direct aux fichiers FAETON et SIV, conformément au décret n° 2018-387 du 24 mai 2018, les policiers municipaux conservent la faculté d'accéder indirectement, par l'intermédiaire des militaires de la gendarmerie, aux données à caractère personnel, en cas de nécessité (patrouilles sur le terrain, problèmes techniques...).

Afin de préserver la confidentialité des informations communiquées et garantir leur traçabilité, toute demande sera formulée par écrit, datée, signée et comporter le prénom, le nom et le matricule de l'agent demandeur.

Le fait pour un policier municipal de solliciter des informations qu'il utiliserait à des fins personnelles et/ou qu'il communiquerait à des tiers en dehors de la stricte activité du service, l'expose à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 19 : Equipement de la police municipale.

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État et de la police municipale, le maire a récemment renforcé les effectifs de la police municipale.

Article 20 : Formation de la police municipale.

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation de formations au profit de la police municipale :

- Formation aux techniques d'intervention ;
- Formation à la procédure pénale ;
- Formation diverses.

Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 21 : Évaluation annuelle de la convention par les parties signataires

Sur initiative du maire, la présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle (à convenir avec les forces de sécurité de l'État) ou lors d'une rencontre entre le préfet, le maire et le procureur de la République ou leurs représentants. Cette réunion est organisée sur la base du document-cadre " *Évaluation annuelle du fonctionnement de la convention de coordination entre forces de sécurité de l'État et polices municipales* " qui, une fois renseigné, tient lieu de compte rendu d'entretien et de rapport annuel d'exécution.

Ce rapport est conservé par le préfet, le maire et le procureur de la République.

Article 22 : Modification de la convention.

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues par la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le responsable des forces de sécurité de l'Etat, le préfet, le maire et le procureur de la République, dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des services.

Article 23 : Durée de la convention.

La présente convention annule et remplace les précédentes conventions et avenants. Elle est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 24 : Mission d'évaluation de la convention.

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire, le préfet et le procureur de la République conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en collaboration avec l'Association des Maires de France.

Article 25 : Mise à disposition des agents de Police Municipale de Lézignan-Corbières au profit des communes de Ferrals-Les Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Boutenac et Luc-Sur-Orbieu

Dans ce cadre, une convention a été rédigée entre les sept communes. Cette convention a pour objet l'encadrement juridique et l'organisation administrative et financière de la mise à disposition des agents de Police Municipale de Lézignan-Corbières au bénéfice des six communes partenaires.

Elle prévoit notamment les modalités de répartition des compétences, d'organisation des responsabilités ainsi que la définition des missions des agents, leurs conditions d'emploi, le remboursement de leur mise à disposition, les modalités d'utilisation des équipements et des locaux et la gestion de l'organisation des services (cf. annexe 1)

Fait à Lézignan-Corbières, le

Christian POUGET

Éric CAMOUS

Gérard FORCADA

Préfet de l'Aude

Procureur de la République

Maire de Lézignan-Corbières